

Le rapport à lire « Enquête montagne, massif des Pyrénées » est disponible :
<https://www.ccomptes.fr/fr/actualites/enquete-montagne-massif-des-pyrenees>

Son commentaire par « L'indépendant » ci-dessous

Font-Romeu, Puyvalador, Formiguères... les stations de ski ne sont pas préparées au changement climatique selon la Chambre régionale des comptes d'Occitanie



-
- La station de Formiguères, fermée par manque de neige, en décembre 2023. L'Indépendant - Olivier Got

[Economie](#), [Occitanie](#), [Montagne](#)

Publié le 13/03/2024 à 17:33 [Frédérique Michalak](#)

« Les enjeux du changement climatique pour les territoires de montagne » évalués par la Chambre régionale des comptes d'Occitanie via une série d'enquêtes, font l'objet d'un rapport documenté sur les stations de ski des Pyrénées, et donc des Pyrénées-Orientales. Les stations catalanes sont identifiées comme « les plus vulnérables » de la chaîne pyrénéenne, et pas seulement face au climat.

Font-Romeu-Pyrénées 2000, Puyvalador mais aussi Formiguères-Cambre d'Aze-Porté-Puymorens via la SPL Trio, font partie de la quinzaine de stations du massif des Pyrénées qui ont fait l'objet de l'enquête de la Chambre régionale des comptes, dans le cadre d'une enquête nationale sur le sujet du changement climatique pour les territoires de montagne. Et la difficile adaptation de ces derniers, particulièrement visible dans les Pyrénées-Orientales, alors que le basculement s'opère efficacement en Andorre et en Espagne voisines, mais aussi dans les Dolomites, en Italie.

Immobilier vieillissant et peu qualitatif, offre "quatre saisons" désordonnée, dispersion des aides publiques... le pays du blanc broie du noir

Les conclusions, qui ont été [rendues publiques ce mercredi 13 mars](#), pointent ainsi des territoires marqués par le vieillissement de leurs habitants, *"la population de retraités y est la plus forte d'Occitanie"*, précise la Chambre régionale, mais aussi le vieillissement des skieurs, territoires désindustrialisés, grandement menacés par le changement climatique et la diminution de l'enneigement, criblé d'un immobilier *"vieillissant, vétuste, avec 50 % de passoires thermiques et peu qualitatif"*, engageant une offre "quatre saisons" désordonnée, victime d'un mille-feuille de dispositifs d'aides et d'acteurs et d'une dispersion des actions publiques jugée *"mortifère"*.

La Chambre des comptes d'Occitanie brosse un tableau particulièrement noir au pays du (feu ?) or blanc.

Face à la menace sur le tourisme hivernal, des stations dans le déni

"De plus en plus, le changement climatique constitue une menace pour le tourisme hivernal en raison de l'effet combiné de la diminution des quantités de neige naturelle et des périodes propices à la fabrication de neige", rappelle la Chambre dans son rapport. Sans oublier le manque d'eau : *"On voit des sécheresses hivernales, déjà dans les Pyrénées-Orientales"*, ajoute la présidente de la Chambre, Valérie Renet.

Or, si certains acteurs locaux, dont ceux de Puyvalador, selon l'exemple cité dans le rapport, n'ont aucun mal à *"reconnaître le caractère pessimiste des projections d'enneigement, y compris pour leurs domaines skiables"*; d'autres se réfugient dans le déni. La Chambre des comptes relève *"la difficulté d'acteurs locaux à admettre, pour leurs stations, les projections défavorables d'enneigement dans les années à venir, c'est le cas à Font-Romeu-Pyrénées 2000"*. Valérie Renet insiste : *"Font-Romeu Pyrénées 2000 envisage une clientèle stable sur 25 ans, il s'agit là de prévisions peut-être à risque car l'enneigement baisse et le nombre de skieurs baisse"*. Le domaine catalan conteste cette analyse, comme exprimé ci-dessous par son directeur :

"C'est un rapport partisan, tourné contre le ski !", fulmine le directeur de Font-Romeu-Pyrénées 2000

Particulièrement pointé du doigt par la Chambre, le domaine Font-Romeu-Pyrénées 2000 (exploité par Altiservices) réagit auprès de L'Indépendant par la voix de son directeur, Jacques Alvarez, qui annonce demander à ce que ce rapport soit « révisé ».

« On comprend mal cet acharnement »

« C'est un rapport partisan, tourné contre le ski !, fulmine-t-il. Nos arguments n'ont pas été entendus et la réalité de notre domaine montre l'inverse de ses conclusions ». Jacques Alvarez met en avant « déjà plus de 500 000 journées skieurs cette année après le record de 529 000 l'an dernier » pour justifier les projections que la Chambre juge « peut-être à risque », et qui tablent sur suffisamment de neige et de skieurs « les 35 prochaines années, en prenant en compte un réchauffement de 4°C et 120 jours de ski ».

« On a du mal à comprendre cet acharnement alors que notre activité fonctionne bien, veut-il ajouter. Même au niveau de l'immobilier, on a une amélioration depuis dix ans même s'il reste un gros parc à rénover, des efforts sont faits dans pas mal de bâtiments ».

"Le fond de commerce, c'est l'hiver"

Julien Sabarthes, qui a exploité via une DSP (cassée depuis) les pistes voisines de Puyvalador, assure que le réchauffement climatique *"n'a pas vraiment d'incidence, il y a une évolution mais pas autant marqué que ce qui est mis en avant. Les années sans neige, il y en a déjà eu"*. Et pour lui, même si *"le quatre saisons est en train de se mettre en place"*, *"le fond de commerce, c'est l'hiver et c'est pour toutes les stations pareil. Le chiffre d'affaires de la station c'était 150 000 euros l'hiver avec remontées, locations de ski et snack, et 10 000 l'été"*. L'ancien exploitant voit encore de la place pour *"deux modèles : la micro-station, que j'avais adopté, avec quelques kilomètres de pistes où je garantis la neige, et la station avec plusieurs dizaines de kilomètres, comme Font-Romeu, sur lesquels est aussi garantie la neige"*. Une neige artificielle qu'il est possible de fabriquer avec de l'énergie *« photovoltaïque ou éolienne pour produire avec une énergie gratuite »*, avance-t-il.

Quant à la problématique de l'eau : *« Il y a des retenues collinaires et cette eau ne disparaît pas, elle retourne dans le circuit »*.

Un immobilier "vieillissant et peu qualitatif"

La Chambre régionale pointe particulièrement l'immobilier des stations *"vieillissant et peu qualitatif (avec) plus de 90 % des hébergements touristiques situés dans des stations mises en service avant 1970 dans le cadre des "Plans neige" réussis. Cette situation entraîne une inadéquation croissante entre l'offre locative et la demande de logements de vacances, plus qualitative"*.

et un delta de retombées économiques contesté

Dans ce cadre, la Chambre fustige *"différentes études portées par les professionnels du ski qui tentent de démontrer qu'1 euro dépensé dans les remontées mécaniques se traduirait par 6 euros de retombées économiques pour le territoire"*. Des études qualifiées de *"souvent anciennes"*, *"méthodologiquement discutables"* et à *"approche territoriale réduite au strict périmètre géographique des financeurs de ces études"*.



Un canon à neige dans une station de ski des Pyrénées. L'Indépendant - O. Got

Une diversification "quatre saisons" chaotique

En 2019, avant la crise du Covid de 2020 et les fermetures de remontées mécaniques, *"62 % de la fréquentation en montagne occitane a lieu l'été et 38 % l'hiver"*, rappelle la Chambre après avoir consulté la répartition saisonnière des nuitées touristiques. Un ratio prouvant que la diversification "quatre saisons" est *"d'ores et déjà engagée par les touristes eux-mêmes qui fréquentent déjà majoritairement les massifs de la région en dehors de la période hivernale"*.

Dès lors, comment sont organisées cette diversification et cette présence "hors hiver" et "hors ski" ? Très difficilement, et de manière non coordonnée commercialement, sans concertation entre les acteurs, constate la Chambre régionale des comptes. Chaque station la jouant solo. *"Pour se développer, la diversification "quatre saisons" doit être en mesure de proposer un bouquet d'offres compétitives car combinées et coordonnées au sein d'un territoire, apportant une valeur ajoutée sans opposer l'offre ski aux alternatives touristiques, prévient la Chambre. Elles ne peuvent donc pas se concevoir au travers d'activités de loisirs isolées et concurrentes entre stations"*.

En Espagne et en Andorre, les stations ont pris conscience de la nécessité de se diversifier et de s'unir. Or, *"chaque station raisonne au niveau de son seul ressort géographique, regrette la Chambre régionale des comptes. Ceci diffère de la situation constatée en Espagne et en Andorre où les stations ont pris conscience de la nécessité de se diversifier et de s'unir dans le but de rester compétitives et attractives. Elles peuvent ainsi combiner des investissements importants et promouvoir des domaines skiables étendus et connectés entre différentes vallées. Les activités estivales peuvent ainsi prendre le relais de la saison des sports d'hiver en sécurisant la présence de compétences sur place et en garantissant une meilleure régularité du marché de l'emploi"*. Voilà pour les (bons) exemples espagnols et andorrans, à suivre donc.

La dispersion des moyens d'action publics et des initiatives est mortifère

Compétente en matière de *"politique publique unifiée en direction des montagnes"*, la Région Occitanie a *"indéniablement fait preuve d'un volontarisme marqué"*, reconnaît la Chambre. *"Cependant, la superposition de dispositifs et le cumul d'orientations parfois contradictoires (...) sont porteurs d'un risque de dispersions des moyens entre une multitude d'acteurs. Le nombre d'instances l'illustre : comité de massif, parlement de la montagne, assemblée générale de l'agence des Pyrénées mobilisent les mêmes acteurs autour des mêmes problématiques de fond"*. La Région Occitanie apportera son analyse sur le sujet ce jeudi 14 mars.

Conclusion : *"La dispersion des moyens d'action publics et des initiatives est mortifère"*. Face à ce phénomène, la Chambre préconise de *"définir des critères précis et mesurables compatibles avec des objectifs clairs et chiffrés (...) il s'agirait de sortir de la dépendance à l'économie du ski"* qui pousse les stations à des *"investissements peu soutenables en termes de ressources financières comme naturelles, notamment sur la production de neige"*. *"Conditionner les aides publiques à la bonne application des stratégies d'adaptation, résume la présidente Renet. Des stratégies d'adaptation robustes"*.

Elle préconise également, au sujet des études qu'elle juge *"biaisées"*, d'évaluer *"de façon indépendante le niveau des retombées économiques des activités hivernales et estivales des stations"* afin de *"concevoir l'intervention publique en pleine connaissance de ses impacts"*.

Enfin, le degré de vulnérabilité des stations n'a pas été évalué qu'en fonction du critère de risque climatique mais aussi par *"le degré de dépendance à l'activité ski et la surface financière, on a pu ainsi constater que les stations des Pyrénées-Orientales étaient les plus vulnérables, plus encore que celles des Hautes-Pyrénées"*.